

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU MARDI 13 OCTOBRE 2026**

CM2026/10/13/12-2 : AVENANT À LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT CONCLUE AVEC ILE-DE-FRANCE NATURE

DATE DE LA CONVOCATION : 7 octobre 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 205

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Théa FOURDRINIER

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5219-1,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code rural et de la pêche maritime,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu la délibération CM2017/08/12/12 relative à la compétence « valorisation du patrimoine naturel et paysager »,

Vu la délibération CM2022/04/04/23 relative à l'adoption du Plan biodiversité métropolitain,

Vu la délibération CM2023/07/13/02 portant approbation du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) métropolitain,

Vu la délibération BM2024/06/19/46 portant approbation de la convention cadre de partenariat entre la Métropole du Grand Paris et Ile-de-France Nature,

Vu la délibération CM2024/10/11/14 relative à l'approbation du Plan alimentaire métropolitain,

Vu la délibération CM2026/02/20/03 portant adoption du Plan climat air énergie métropolitain,

Vu le courrier d'Ile-de-France Nature en date du 25 novembre 2025 sollicitant un soutien financier auprès de la Métropole du Grand Paris pour mettre en œuvre le projet agricole et paysager de la Plaine d'Argenteuil,

Vu le projet d'avenant à la convention cadre de partenariat conclue entre la Métropole du Grand Paris et Ile-de-France Nature, ci-annexé,

Considérant les compétences de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, de valorisation du patrimoine naturel et paysager, de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie,

Considérant les enjeux de préservation, de valorisation et de développement des espaces agricoles, naturels et forestiers sur le territoire métropolitain, et plus spécifiquement des espaces agricoles urbains et périurbains,

Considérant les missions spécifiques d'Ile-de-France Nature en faveur de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers,

Considérant le projet de requalification agricole et paysagère de la Plaine d'Argenteuil, notamment le calendrier de réalisation des premières acquisitions foncières et de la phase 1 (Plaine des Allobroges), ainsi que les modalités de versement de la subvention de la Métropole pour ces actions,

Considérant la nécessité de prolonger la durée de la convention cadre de partenariat conclue entre la Métropole du Grand Paris et Ile-de-France Nature,

Considérant la nécessité d'avenanter la convention susvisée,

La commission « Biodiversité et Nature en ville » consultée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE les termes de l'avenant à la convention cadre conclue avec Ile-de-France Nature, annexé à la présente délibération.

PRÉCISE que la date de fin de la convention cadre conclue avec Ile-de-France Nature est fixée au 31 décembre 2030.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer le projet d'avenant annexé à la présente délibération, ainsi que tout acte y afférent.

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le Président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.